



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
No 0239/C/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/IE1/NRT-MES/2025 DU 05 MAI 2025
POUR LE TRAITEMENT DES POINTS CRITIQUES SUR LA ROUTE NATIONALE N°11,
TRONCON BAMBILI -BABUNGO- BABA 1 DANS LE DEPARTEMENT DE
NGOKETUNJIA, REGION DU NORD - OUEST.
FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP, LIGNE FONDS ROUTIER - EXERCICE 2025.

1- Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la campagne d'entretien des routes nationales et régionales pour le compte de l'exercice 2025, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint (AONR), pour le traitement des points critiques sur la route Nationale N°11, Tronçon Bambili -Babungo- Baba 1, dans le Département de Ngoketunjia, Région du Nord - Ouest.

2- Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- L'installation de chantier qui est constituée de la mise à disposition des locaux pour l'Entreprise, l'amenée et du repli du matériel, de la réalisation des études d'avant-projet détaillé, des plans d'exécution et de recollement ;
- L'exécution des remblais en graveleux latéritique provenant d'emprunt ;
- La mise en forme de la plateforme avec la création des fossés et divergent ;
- L'exécution d'une Couche de base en graveleux latéritiques ou en arène latéritique d'une épaisseur de 15 cm ;
- La réalisation d'une imprégnation sablée;
- La mise en œuvre de l'enduit superficiel tricouche sur la chaussée.

3- Allotissement

Les travaux constituées en un (01) lot unique présenté comme suit

N°	Région	Tronçons	Longueur estimée (km)	Délai (mois)	Budgets Prévisionnels TTC	Type d'intervention
01-NW	NORD- OUEST	BAMBILI -BABUNGO- BABA 1	50,30	08	275,000 000	Entretien périodique

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de deux cent soixante-quinze millions (275 000 000) F CFA Toutes Taxes Comprises.

5- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution des prestations est de huit (08) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6- Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de travaux publics installés au Cameroun, ayant fait l'objet d'une pré qualification, suivant le communiqué N° 0239/C/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/IE1/NRT-MES/2025 du 21 février 2025 conformément au tableau ci-après :

N°	Soumissionnaires	Adresse
1	EDGE	BP : 667 Bamenda, Tel : 677 615 538

N°	Soumissionnaires	Adresse
2	G.E. GROUP SARL	BP : 3553 Yaoundé, Tel : 671 023 460
3	JOINT VENTURES ETS SORCIPHAM/ETS HOMACAM	BP : 518 Bamenda Tel : 694 397 237
4	NESICAM LTD	BP : 00 Tél : 675 830 520

7- Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement du Ministère des Travaux Publics, Ligne Fonds Routier - Exercice 2025.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission est : « en ligne ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9- Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée, datée et acquittée à la main dont le montant est de 2 000 000 de Francs CFA accompagné du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de Consignation (CDEC).

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire. La soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12-Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 05 Mai 2025 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressé de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 05 Mai 2025 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

034 APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
AONR/MINTP/CIPM-TERI/2025 DU 05 MAI 2025
POUR LE TRAITEMENT DES POINTS CRITIQUES SUR LA ROUTE NATIONALE N°11, TRONCON
BAMBILI-BABUNGO-BABA 1 DANS LE DEPARTEMENT DE NGOKETUNJIA, REGION DU NORD
- OUEST.
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT DU MINTP, LIGNE FONDS ROUTIER-
EXERCICE 2025
(COPIE DE SAUVEGARDE ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION) A N'OUVRIR QU'EN
SEANCE DE DEPOUILLEMENT».

Taille et format des fichiers :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

~~Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.~~

13- Recevabilité des offres

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des offres administrative, technique et financière aura lieu, le 05 Mai 2025 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

A : Dossier administratif incomplet pour :

- Absence ou non-conformité de l'original de la caution de soumission timbrée et acquittée accompagné du récépissé de la caisse de consignation (CDEC) à l'ouverture des plis ;
- Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire.

B : Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics;
- Une Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) cohérente avec les travaux à exécuter ;
- Le CV d'un Conducteur des Travaux de formation universitaire bac +3 au moins en Génie Civil, ayant au moins cinq (05) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au moins deux (02) projets de construction, de bitumage, de réhabilitation, de l'aménagement ou de l'entretien des routes revêtues (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- Absence d'une capacité financière, capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins quatre-vingt millions (80 000 000) de Francs CFA.
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Absence de références dans les travaux de construction, réhabilitation et/ou entretien des routes revêtues de montant T.T.C supérieurs ou égal à 100 millions au cours de dix (10) dernières années ;

~~non justification de la possession en propre du matériel minimum suivant :~~

- ❖ Une (01) Niveleuse ;
- ❖ Un (01) Compacteur ;
- ❖ Un (01) Camion benne.

- N'avoir pas satisfait à 2/3 critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel ;

C : Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle pièce 8.1);
- le bordereau des prix unitaires (BPU) (pièce 6) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- les sous - détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle pièce 9.11);
- Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

D- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;

E- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement du système accompagnée de l'accusé de réception sur plateforme :

F- Absence de l'original de la caution de soumission ;

G- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Personnel sur 01 critère
- b) Matériel à mobiliser sur 01 critère
- c) Preuves d'acceptation du marché sur 01 critère.

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16- Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrages se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours dans la zone, a des performances non satisfaisante (résilier ou abandonné) ou peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constate de défaillance notifié dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19- Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

05 MAI 2025

Yaoundé le _____

A handwritten signature in dark ink is written over a circular official stamp. The stamp contains some text that is partially obscured by the signature and the quality of the scan.



034 LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 4 /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2025 OF 5 MAY 2025
FOR THE TREATMENT OF CRITICAL POINTS ON NATIONAL ROAD No. 11, BAMBILI -
BABUNGO - BABA 1 ROAD SECTION IN THE NGOKETUNJIA DIVISION, NORTH-WEST
REGION.

FINANCING: MINTP BUDGET, ROAD FUND LINE - FINANCIAL YEAR 2025.

1- Purpose of the Call for Tenders

As part of the national and regional roads maintenance campaign for the 2025 financial year, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches a Limited National Call for Tenders, for the treatment of critical points on National Road No. 11, Bambili - Babungo - Baba 1 Road Section, in the Ngoketunjia Division, North-West Region.

2- Scope of Works

The works shall include:

- Site installation, which includes the provision of facilities for the Contractor, the delivery and removal of equipment, detailed design studies, execution plans and post completion drawings;
- Lateritic gravel backfill from borrow material;
- Reshaping of the roadbed including the construction of ditches;
- Laying of a 15-cm-thick sub-base in lateritic gravel or lateritic arena;
- Sand impregnation;
- Implementation of triple surface dressing on the carriageway.

3- Allotment

Works shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

No.	Region	Road sections	Estimated Length (km)	Time frame (months)	Estimated Budget, Including taxes	Type of Intervention
01-NW	NORTH-WEST	BAMBILI -BABUNGO- BABA 1	50, 30	8	275,000,000	Periodic maintenance

4- Estimated Cost

The estimated cost after preliminary studies is two hundred and seventy-five million (275,000,000) CFA francs, including taxes.

5- Estimated Execution Time Frame

The overall execution time frame shall be eight (8) calendar months. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6- Eligibility

Participation shall be opened on equal conditions to all Cameroon-based public works contractors or consortiums, pre-qualified following Press Release No. 0239/C/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/ IE1/NRT-MES/2025 of 21 February 2025, in accordance with the table below:

No.	Tenderers	Address
1	EDGE	P.O. Box: 667 Bamenda Tel.: 677 615 538
2	G.E. GROUP SARL	P.O. Box: 3553 Yaounde, Tel.: 671 023 460

No.	Tenderers	Address
3	JOINT VENTURES ETS SORCIPHAM/ETS HOMACAM	P.O. Box: 518 Bamenda Tel.: 694 397 237
4	NESICAM LTD	P.O. Box: 00 Tel.: 675 830 520

7- Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Investment Budget, Road Fund Line - 2025 Financial year.

8- Bidding Method:

Bidding shall be carried out as follows: "online" In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9- Bid Bond

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts. Each bidder must attach to their administrative documents a stamped, dated and hand-paid bid-bond in the amount two million (2,000,000) CFA francs, accompanied by the receipt from the Deposit and Consignment Fund.

The provisional guarantee must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank cheques, even if certified, shall not be accepted as an alternative to the provisional guarantee. Any bid submitted by a tenderer during the bid opening session will be rejected.

10- Consultation of the Tender Documents

The Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, upon publication of this call for tenders.

It can also be accessed online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> the PCRA website (www.armb.cm)

11- Acquisition of the Tender Documents

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFAF.

Upon withdrawal of the tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone numbers, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, online tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12- Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 15 SEP 2025 at 11 a.m.

Besides, an uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD and the original bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, latest on 25 May 2025 at 11 a.m. It shall bear the following:

034 LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. **4** /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2025 OF **05 MAI 2025**

FOR THE TREATMENT OF CRITICAL POINTS ON NATIONAL ROAD No.11, BAMBILI-BABUNGO -
BABA 1 ROAD SECTION IN THE NGOKETUNJIA DIVISION, NORTH-WEST REGION.

FINANCING: MINTP INVESTMENT BUDGET, ROAD FUND LINE, FINANCIAL YEAR 2025.
(BACKUP COPY, ACKNOWLEDGEMENT RECEIPT ISSUED BY CDEC AND ORIGINAL BID BOND) TO
BE OPENED ONLY AT THE BID OPENING SESSION".

File Size and Format:

For on-line tendering, the maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13-Tender Compliance

The COLEPS platform will be unavailable after the deadline for submitting tenders.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiry of the tender-validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

14- Opening of Tenders

Administrative, technical and financial offers shall be opened on 25 May 2025 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works at the Ministry of Public Works, located at the Centre Regional Delegation of Public works.

All tenderers may attend the opening session or be represented there by one duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of their file.

15- Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

A: Incomplete administrative file due to:

- Absence or non-compliance of the original provisional a stamped, dated and hand-paid bid-bond, accompanied by the receipt from the Deposit and Consignment Fund at the opening of tenders;
- Absence, after the 48 hour-deadline extension following the opening session, of one of the documents in the administrative file with the exception of the provisional guarantee.

B: Incomplete technical offer due to the absence of one of the following documents:

- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public contracts;
- A methodology note (organisation, planning and understanding of the project) in line with the work to be carried out;
- CV of a Works Supervisor, holder of a university degree, GCE A/L+3 at least in civil engineering with a minimum of five (5) years of general experience in the Building and Public Works sector, having carried out at least two (2) projects as a works supervisor in the field of paved road construction, maintenance or rehabilitation (attach curriculum vitae signed by the candidate, a certified copy of the diploma signed by the relevant Administrative Authority, an attestation of availability dated and signed by the candidate and an attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE);
- Absence of financial capacity (available credit line) of at least eighty million (80,000,000) CFA francs, established by a financial institution authorised by the Minister in charge of Finance.
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental clauses.
- Absence of references in the construction, rehabilitation and/or maintenance of paved roads for a minimum amount (including taxes) of 100 million, over the last ten (10) years;
- No proof of following minimum in-house equipment:
 - ❖ One (1) grader;
 - ❖ One (1) compactor;
 - ❖ One (1) dump truck.
- Failure to meet 2/3 essential criteria, including the equipment criterion;

C: Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents:

- stamped, signed and dated bid (see document 8.1.A model);
- Unit Price Schedule (UPS) (document 6) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts net and including all taxes;
- Breakdown of unit prices initialled on all pages (see Document 9.11 model);
- Omission of a quantified unit price in the financial offer.

E- False declaration, forged or unauthentic documents;

F- No backup copy in the event of system failure, accompanied by the platform acknowledgement receipt;

G- No original of the bid bond;

H- Non-compliance with the file format for bids submitted online;

15.2 Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated out of the following essential criteria:

- a) Staff on 1 criterion
- b) Equipment to be mobilised on 1 criterion
- c) Proof of contract acceptance on 1 criterion;

Note: Any State employee listed without justification of their availability shall not be assessed.

16- Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder meeting the technical and administrative requirements.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract in the same area, whose performance is unsatisfactory (termination or abandonment) or not really satisfactory (formal notice whose assessment was unsatisfactory or failure established and notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

17- Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days, with effect from the initial tender submission deadline.

18- Further Information

Further information may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, or at the Engineering Structures Division, Tel.: 222 23 12 56 at the Ministry of Public Works or online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

19- Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm

20- Fight Against Corruption and Malpractice

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to MINMAP on the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 05 MAI 2025

